.../..

Pour y parvenir, il sera indispensable que chaque fédération édite un matériel de propagande à elle, et ne se contente pas du seul matériel central.

Afin de créer un climat de mobilisation, il serait utile de communiquer l'état des inscriptions au fur et à mesure.

Bon travail, Camarades !

Fraternellement,

Urbain COUSSEMENT. Fr. HANQUET.

Aux Membres du B.P. Le 9 septembre 1971

Note sur la crise monétaire
et ses répercussions

Sources d'information et de réflexion

1) Commissions réunies des finances (Chambre-Sénat) le 1.9.71
2) ,, ,, commerce extérieur (id.) le 8.9.71
3) Groupe de travail "économie-Europe" du CC le 6.9.71
4) Note de Pierre Joye à l'intention du groupe de travail (en mains de M. Drumaux)
5) Etude de J. Nagels sur le financement des exportations belges (en ma possession)

1) Position du Gouvernement belge

Les Ministres Snoy et Fayat ont fait deux exposés (voir 1° et 2° ci-dessous) pour rappeler les évènements et "défendre et illustrer" la position du gouvernement belge.

A signaler sur le plan des faits :

a) que les exportations belges, en ascension continue jusqu'il y a un an, "plafonnent " depuis lors- surtout dans le cadre du Marché commun qui en absorbe 67 à 68 %
b) que les U.S.A. absorbent 7 % (contre 6 % précédemment) de nos exportations, et que les mesures Nixon ("dévaluation indirecte" du dollar, taxe à l'importation) atteignent ~~autant~~ surtout l'industrie métallurgique (sidérurgie...), le textile (tapis, velours...), certaines fabrications métalliques (autobus ?)
c) que par l'accord Benelux de fin août, le franc a été réevalué en fait de quelque 3,5 % (par rapport au dollar), contre 5 % pour le florin, 7 % pour le D. mark et le yen, etc.
d) que la Belgique (ou plutôt l'UEBL) dirige moins de 2 % de ses exportations vers les pays socialistes (Chine comprise), ce pourcentage dérisoire ayant cependant progressé de quelque 0,15 % depuis. (en passant d'environ 1,80 % à environ 1,95 % du total).

Face au "bouleversement" provoqué par les décisions de Nixon et le démantèlement consécutif du système monétaire et commercial occidental (Bretton-Woods : le dollar monnaie de référence et de réserve "universelle", convertible en or, système de libre échange dans le cadre du G.A.T.T.), nos ministres et les dirigeants de la Banque nationale, ont tout misé sur la constitution d'un "front européen" (Marché commun), pour faire pression sur les U.S.A. en vue de retour à une situation proche de l'ancienne (parités fixes, abandon de la taxe à l'importation de 10 %...), quitte à accepter un certain rajustement des parités.

A l'appui de cette position à la fois "nostalgique" et "~~platonique~~ utopique", les dits ministres sont allés jusqu'à invoquer les fantomes de Shuman, Adenauer et De Gasperi (Snoy), et le caractère "bénéfique" de la puissance économique et militaire des U.S.A. (Fayat).

Et cela, alors même qu'il ressort de leurs propres explications :

a) que les chances de voir Washington renoncer sans contre-partie à la surtaxe de 10 % (sans même parler du "cours forcé" du dollar) sont nulles - cette contre-partie comportant au minimum un réalignement substantiel des parités (du Yen, du D-mark, du franc français etc...), uneouverture nettement ~~assuré~~ accrue des marchés de leurs partenaires (en particulier ceux de la C.E.E.) aux produits américains et un "repartage" des charges militaires atlantiques et assimilées,

b) que les "grands pays" de la C.E.E. - R.F.A., France, Italie et la Grande-Bretagne pratiquent le "chacun pour soi..." au mépris de tout véritable esprit européen et qu'ils se moquent bien des plaidoyers bénéluxiens en matière,

c) que tous les facteurs essentiels de la crise (les engagements militaires américains en Asie et en Europe, les autres exportations de capitaux sans contre-partie, la masse flottante et incontrôlée des "euro-devises", la politique inflationniste des USA et de tous leurs partenaires impérialistes), continuent de jouer et que, en fait, les conditions monétaires, économiques et politiques qui ont conditionné l'après-guerre (suprématie américaine et guerre froide) se sont modifiées de manière fondamentale et irréversible.

2) Positions des parlementaires

a) le PLP tape sur un seul clou : la suppression totale et immédiate de la taxe belge à l'exportation

b) les principaux commissaires du PSC-CVP (Dequae, Maes...) , appuyés par le socialiste Radoux (et approuvés en fait par Fayat) réclament l'"aménagement" de ladite taxe pendant le dernier trimestre de 1971 et sa suppression, en tout hypothèse, au 1.1.72. ; pour le surplus, tout comme le PLP, ils engagent le gouvernement à faire preuve ... d'éloquence persuasive envers les USA et les partenaires de la C.E.E.

c) le FDF , Persoons a plaidé pour certaines "~~révisions~~ rétorsions" européennes, vis à vis des USA(refus de nouveaux crédits aux autorités ~~américaines~~ et aux sociétés américaines) et mis en garde contre une politique "unilatéralement bénéluxienne".

d) Simonet a ouvertement dit son scepticisme sur la constitution d'un "front européen" et mis en garde contre les conséquences politiques de toutes mesures, voire menaces, de rétorsion envers les USA

e) Le soussigné, prudemment appuyé par le CVP- Peeters, a préconisé une reconversion profonde de la politique commerciale, monétaire et générale de la Belgique, "à la mesure des temps nouveaux" (voir ci-après)

3) Esquisse d'une politique de rechange

a) tourner le dos aux "rêves debout" et aux nostalgies atlantiques et européistes. Agir sur le plan belge, en cherchant d'abord à rattraper une partie de notre retard sur les "grands" de la CEE en matière d'auto-défense, vis-à-vis des U.SA. et d'utiliser les possibilités nouvelles particulièrement à l'échelle de l'Europe.

b) exercer une pression active sur les USA en vue de la révision de leur politique génératrice d'instabilité; surtout en vue de leur retraite de l'Indochine (P. ex. reconnaitre Hanoï) et de la réduction de leurs engagements en Europe (sécurité et désarmement).

c) Instaurer(rétablir) un contrôle efficace sur les mouvements des capitaux (directement et indirectement spéculatifs)

d) Amorcer une reconversion profonde de notre commerce extérieur, particulièrement en direction des pays socialistes, preneurs de biens d'équipement durables (haut pourcentage de travail qualifié incorporé), clients stables et sûrs, points d'appui efficients pour résister et réagir aux pressions américaines, plus précisément à cet égard :

1°) s'inspirer des exemples convergents de la R.F.A., de la France, de l'Italie, de la Grande-Bretagne, qui n'ont pas attendu mais en quelque sorte précédé le traité Moscou-Bonn et l'accord sur Berlin.

2°) prendre les dispositions "institutionelles" qui s'imposent pour assurer le financement approprié de la "grande exportation" (voir à ce propos l'étude de J. Nagels)

e) Mais aussi et en toute hypothèse, faire barrage à toutes tentatives de résoudre la crise sur le dos des travailleurs, que ce soit sous la forme de compression de leurs revenus, de réduction de l'emploi, ou de nouveaux transferts de fiscalité à leur charge; à ce propos, et dans l'immédiat, il ne peut être question de leur imputer en tout ou en partie (par le biais soit d'une TVA "plus corsée", soit d'impôts directs encore accrus) la compensation des nouvelles faveurs consenties aux exportateurs, alors même que le gouvernement se plaint du resserrement de sa trésorerie.

Bruxelles, le 9 septembre

Louis Van Geyt

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 6 septembre 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 10 SEPTEMBRE 1971 A 10 HEURES.

A l'ordre du jour :

- Compte rendu des récents contacts avec les partis frères.
- Examen de la résolution du PSB sur la politique extérieure. Debrouwere
- La Chine. Terfve

Bien cordialement.

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal Bureau politique du 10.9.71

Présents : Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Renard, Turf, Van Geyt.

Excusés : Blume, Levaux, Van den Branden.

- Informations sur les contacts internationaux
  Au prochain B.P., il y aura lieu de prendre des décisions sur les conclusions de ces entretiens :
  - Protocole Belgo-Bulgare : l'étaler sur 3 ans au lieu de 2.
  - Pologne : proposition de délégations d'études : belge en Pologne et vice versa (après les élections).
  - U.R.S.S. : - envoi d'un correspondant D.R. occasionnel.
    - Invitation délégation soviétique au 50e anniversaire du Parti.
    - Préparation des thèmes de discussion à la bilatérale de novembre.
  - Chine : - rapport de Terfve à huitaine
    dégager notre position propre :
    pas d'équidistance entre Chine et U.R.S.S. mais tenir compte que la Chine est un pays socialiste
    combattre la théorie des 2 super-puissances.

- Délégation belge en Roumanie (18/9)
  - sera, comme prévu, conduite par Dussart; Debrouwere le rejoindra le 21/9.
  - pas de communiqué général - l'objet de la délégation étant l'étude de la démocratie socialiste en Roumanie.

- Direction politique du D.R.
  - La situation au journal n'exige nullement une direction politique quotidienne.
  - Les directeurs des 2 journaux organiseront entre eux des contacts aussi réguliers que possible, pour assurer la coordination du travail entre les 2 hebdos.

- Messages des partis frères pour le 50e anniversaire

  Debrouwere transmettra au D.R. et à la R.V. le dossier "messages" pour que les rédactions rédigent un article consacré à ces messages.

- Prochain communiqué du B.P. : Debrouwere le préparera - sur le procès du Caire.

- Plan de travail à soumettre aux fédérations
  - La discussion avec les S.P. doit également porter sur une critique raisonnable et argumentée du plan précédent.
  - Accord sur plan proposé par De Coninck.
  - Faire un effort de globalisation en mettant bien en évidence les objectifs communs à l'ensemble des fédérations à savoir :
    1) assurer la présence systématique du Parti dans les luttes réel les :
       son rôle : donner des arguments justifiant les luttes;
       : tirer les leçons d'une lutte - montrer les limites du système actuel et montrer la voie vers une alternative;
    2) développer partout les mêmes campagnes de propagande, adaptées aux conditions régionales et locales, à savoir :

.../..

- ce que nous réclamons du Gouvernement avant les élections (préciser nos objectifs)
- ce que nous entendons actuellement par unité et rassemblement démocratique
- notre conception sur la limitation effective du pouvoir de décision des monopoles.

3) les moyens de propagande (voir décisions précédentes ...)

4) Problèmes d'organisation : construction des cellules.

- Ventes collectives D.R.

  - accord sur nouvelle vente : en novembre mais éviter qu'elles ne se substituent aux ventes régulières.
  - Dans la presse, mener campagne en faveur de vendeurs réguliers.

- Résolution PSB sur la politique étrangère

  Pour condenser le discours, Debrouwere préparera pour les membres du B.P. une note introductive.

- "Faits et arguments"

  Renard accélérera la sortie du n° 2 sur la politique intérieure.

- Régie d'Anderlecht : demander à la fédération bruxelloise de prendre position.

==========

Communiqué.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique est vivement inquiété par le procès à huis clos qui se poursuit à l'heure actuelle au Caire, et où un grand nombre d'anciens membres progressistes du gouvernement égyptien et de l'Union Socialiste Arabe, sont menacés de peines graves, allant jusqu'à la peine de mort.

Le Parti Communiste de Belgique est d'avis que ce procès ne peut servir en aucune manière au juste combat des peuples arabes contre les menées zionistes et impérialistes et pour leur émancipation sociale et politique. Venant après la scandaleuse tentative de liquidation des combattants palestiniens en Jordanie, la répression sanglante des communistes soudanais et le procès de Marrakech contre des progressistes maroccains, les événements actuels au Caire ne peuvent que réjouir les ennemis de la cause arabe. Notre solidarité avec les peuples arabes est réelle, mais ne restera pas aveugle devant des développement que nous ne pouvons que réprouver.

Le Bureau Politique du Parti
Communiste de Belgique,
Bruxelles, le 13 septembre 1971.

Persmededeling.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België is ten zeerste verontrust over het proces dat voor het ogenblik met gesloten deuren te Kaïro gehouden wordt, en waar een groot aantal vooruitstrevende ex-leden van de Egyptische regering en de Arabische Socialistische Unie bedreigd worden met zware straffen, zelfs met de doodstraf.

De Kommunistische Partij van België is van mening dat dit proces op geen enkele wijze de juiste strijd van de Arabische volkeren kan dienen, die zij voeren tegen de zionistische en imperialistische drijverijen en voor hun sociale en politieke emancipatie. Na de schandelijke poging om de palestijnse strijders in Jordanië te vernietigen, na de bloedige repressie tegen de Soedanese kommunisten en na het proces van Marrakech tegen Marokkaanse vooruitstrevenden, kunnen de huidige gebeurtenissen in Kaïro alleen de vijanden van de Arabische zaak genoegen doen.
Onze solidariteit met de Arabische volkeren is reeël, maar zal niet blind blijven voor ontwikkelingen die wij alleen maar kunnen afkeuren.

Brussel, 13 september 1971
Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België

Contrôle Financier Fédération de Tournai effectué le 14.9.71

Présents : Bonnet, S.P., - Caroes trésorier - Gérardin comptable

Période du 1.3.71 au 31.8.71

BILAN

	Recettes	Dépenses	
Fonds de Combat	29.089	15.292	
Cotisations	40.255	10.000	
Soutien	1.080		
Cartes membre	61		
Jetons	16.460		
Récupération	3.060	100	
Matériel	2.350	5.000	
Propagande	765	4.430	
Subsides	191.005	40.000	(1)
Solidarité	600	700	
E.P.I.	3.000	2.500	
Transfert	44.300	44.300	(2)
Salaires		156.189	
Déplacements		13.467	
Frais Généraux		31.992	
Total	332.145	323.980	
Avoir au 1.3.71	11.059	19.224	disponible au 31.8.71
	343.204	343.204	

Caisse	1.439
C.C.P.	17.785
	19.224

(1) 40.000 reversé au centre du Parti (journée des jeunes St-Ghislain
(2) transfert CCP à Caisse.

Détails Frais Généraux

Loyer	11.500
Journaux	2.764
Electricité	859
Timbres poste	1.942
Frais bureau	1.796
Téléphone	5.829
Chauffage	6.748
Divers	500
Eaux	54
	31.992

L'avoir constaté se montait à 15.174 Fr. - soit 7.079 liquide + 8.095 CCP.
Fonds de combat : objectif 120.000 Fr. - récolté 34.449 Fr. - retard sérieux.
Ne voit pas comment le rattraper.
Nombre de membres : 933 au 14.9.71.
Nombre de timbres : 8.983 - valeur 100 % : 96.105
Moyenne : 10,70 Fr.
Comptabilité bien tenue.

CAUFRIEZ Marius.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 16 septembre 1971

- AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE
- AUX MEMBRES DE LA COMMISSION ECONOMIQUE
  et au Camarade A. MARTIN

A la demande du Bureau politique, la Commission économique s'est réunie le 9/9, avec la participation des camarades R. Dussart, P. Joye, A. Martin et du soussigné. Excusés : les camarades J. Nagels et L. Smaragd.

La Commission a entendu et discuté une communication de R. Dussart concernant la "relance" du débat sur le contrôle ouvrier à l'initiative de la direction de la FGTB.

Ci-après, une synthèse de la discussion et des conclusions provisoires auxquelles elle a permis d'aboutir.

L. VAN GEYT.

Comment préparer l'intervention du Parti et des communistes dans le débat idéologique ouvert à l'initiative de la FGTB ?

1.- De quoi s'agit-il ?

Faisant suite à son congrès "doctrinal" de janvier, la FGTB relance au niveau de ses régionales une campagne de débats consacrés au problème du contrôle ouvrier.

Compte tenu de certains développements récents des luttes ouvrières, cette campagne répond à un besoin réel chez les travailleurs. Mais elle peut aussi, dans le chef des principaux dirigeants syndicaux, rencontrer un tout autre type de préoccupations : celles des chefs du PSB à la veille d'une campagne électorale dans un climat social agité - et se traduire alors par un radicalisme "d'étalage" qui ne serait rien de plus qu'une ADAPTATION DE LA PRATIQUE OPPORTUNISTE aux circonstances électorales, la poursuite dans d'autres conditions de ce qui est actuellement la politique de soutien à l'action gouvernementale (TVA, contrôle des prix à la sauce André Cools, etc...).

2.- L'attitude fondamentale du Parti.

Ce qui a généralement manqué à l'action d'une certaine gauche syndicale dans notre pays, c'est la reconnaissance du nécessaire caractère de BATAILLE POLITIQUE de toute lutte capitaliste réelle.
Au travers du débat qui s'engage, le Parti doit mettre en avant cette nécessité de l'action politique révolutionnaire, c'est-à-dire de l'action des forces progressistes en vue de combattre et de modifier la politique des pouvoirs publics (et d'abord du gouvernement), dans toute la mesure où elle soutient et prolonge la politique du capital.

Pour les communistes, le problème du contrôle ouvrier est en effet de SAVOIR COMMENT ENLEVER DES POUVOIRS AUX CAPITALISTES, pour les transférer aux travailleurs depuis le niveau local (de l'entreprise jusqu'à celui de l'Etat de l'économie nationale). Quant au problème de l'autogestion, c'est un faux problème dans le cadre du régime actuel, sinon une fuite en avant destinée à mieux masquer les pratiques opportunistes.

3.- Les conditions d'une intervention efficace

Pour pouvoir faire avancer ces conceptions, il faut évidemment que nous ayons d'abord au sein du Parti des idées suffisamment claires quant au PROGRAMME D'ACTION IMMEDIATE à proposer à ce sujet. Il importe aussi que les syndicalistes communistes oeuvrent dans ce sens.

La discussion doit dès lors se développer dans nos rangs et porter à la fois sur l'idéologique et le politique concret.

C'est à ces conditions et à ces conditions seulement que nous serons à même de prévenir un regain d'illusions anarcho-syndicalistes - cette variante de gauche de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier - et de faire prévaloir l'orientation correcte.

.../..

4. Conclusions provisoires

Il importe, dans l'immédiat, que nous "entrions dans le débat", notamment par la voie de notre presse (DR et RV) où R. Dussart, P. Joye et A. Martin "attaqueront" le sujet, au départ des événements qui s'y rattachent, et plus particulièrement des premières réunions syndicales convoquées à cet effet.

La Commission suggère en outre la tenue, dans les principales fédérations, de réunions de militants d'entreprise consacrées à ce problème.

La Commission considère enfin que la recherche des mots d'ordre et des moyens d'action politiques concrets, particulièrement en matière de défense de l'emploi (au sens large : voir ACEC), de contrôle des prix et des bénéfices (pétrole, gaz-électricité), de préservation du secteur public (ports, régies, etc.), doit s'opérer essentiellement "sur le terrain" - avec la participation directe de nos militants les plus responsables.

Bruxelles, le 16 septembre 1971.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29

Bruxelles, le 13 septembre 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 17 SEPTEMBRE 1971 A 10 HEURES.

A l'ordre du jour :

- Mesures à prendre suite aux contacts internationaux.
- La Chine.
- Résolution P.S.B. sur politique étrangère.
- Préparation C.C. des 2 et 3 octobre (politique et technique).

Fraternellement,

M. DRUMAUX

A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 17.9.71

Présents : Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van Geyt, J. Terfve.

Excusés : Blume, Dussart, Van den Branden.

- Examen des problèmes d'actualité et affrontements dans le secteur "communautaire".

  - Art. 107 quater et loi régionale : mener dès maintenant la propagande sur l'absence d'un projet gouvernemental. Par priorité, Van Geyt s'occupera de la confection du projet de loi à déposer au nom du Parti avant la rentrée de fait du Parlement. (projet de texte à soumettre au B.P. le plus rapidement possible).

  - Pacte culturel : répondre favorablement à l'invitation qu'Eyskens vient d'adresser au Parti de signer le pré-accord afin de pouvoir participer aux discussions ultérieures.
  Représentants du Parti : Drumaux et Van Geyt.
  Objectifs à atteindre : faire sauter la proportionnelle dans les directions des institutions culturelles et obtenir la garantie d'une présence minimum - élaborer nos revendications tout spécialement en matière radio - TV - subsides - démocratisation.
  Copie du texte du pré-accord sera adressée aux membres du B.P.

- Les Fouron : avantage à obtenir un vote rapide.

- Implantation des sièges culturels : s'opposer à la position des unitaristes et voter pour l'implantation dans des régions unilingues.

- Résolution du B.P. : texte définitif adopté.

- Réunion du C.C. des 2 - 3/10
  - samedi après-midi : assemblée plénière
    : exposé du cadre général de la lutte du Parti en vue des élections : rapporteur - M. Drumaux.
    : pas de discussions.
  - dimanche matin : réunion par ailes pour la discussion.
    Introductions par les Présidents des ailes.
  - dimanche après-midi : séance commune :
    - informations réciproques des ailes
    - vote réolution commune.

- Copie dossier Lahaut : on prend acte de la lettre de Raskin (attend la réunion Chambre du Conseil pour obtenir autorisation de copie).

- Congrès P.O.U.Polonais - 6 décembre
  Délagation du Parti : J. Terfve plus un autre membre à proposer par Debrouwere.

- Problème chinois : après le rapport introductif de J. Terfve, la discussion sera reprise à un prochain B.P., nécessairement avant la bi-latérale avec le P.C.U.S.

- Bi-latérale avec le P.C.U.S.
  accord sur les thèmes proposés par J. Debrouwere.

- Bi-latérale avec le P.C.I. en Belgique.
  Délégation belge : Van Geyt - Moins - Terfve - Debrouwere.

==========

Note pour le Bureau politique du 17/9/71.

La résolution du PSB du 12 juin (situation internationale)

En comparaison de la résolution de l'Internationale Socialiste sur la situation internationale (Helsinki 26 mai 1971), et de celle du PSB du 6 mai 1967 concernant la sécurité collective, la résulution du Conseil général du PSB (12 juin 1971, adopté par le Bureau du PSB le 12 juillet 1971), consacrée au même problème, est nettement "en retraite", - sûrement, en ce qui concerne la sécurité européenne.

En ce qui concerne sa politique étrangère (ou plutôt l'absence d'un concept socialiste international propre), le PSB n'a manifestement pas encore échappé à la période Spaak. On ne peut conclure - tant du nombre minime d'interventions au Conseil Général que de leur niveau très bas, à quelques exceptions près, que : a) l'intérêt international des cadres du PSB est minime, et b) que celui-ci est principalement basé sur des clichés anticommunistes, sur la sympathie pour l'OTAN et sur l'utopisme.

Le 12 juin le Conseil Général regrettait que la politique étrangère de la Belgique échappe au contrôle socialiste et est menée exclusivement par Harmel.

Ici l'on peut poser quelques questions :
- Pourquoi cette constatation ne va-t-elle pas de pair avec une analyse critique de la politique de Harmel ? En effet, il ressort ni de la discussion, ni de la résolution que le PSB prend ses distances ou possède une alternative à l'égard de ce que fait Harmel.
- Que font les ministres socialistes dans le gouvernement ? Henri Fayat gère le Commerce Extérieur, un département qui le place à un poste d'observation ...
- Le fait qu'Harmel ne prend pas de socialistes dans son département, est-il une excuse valable pour les fractions parlementaires socialistes, pour appliquer leur contrôle parlementaire actuel de la façon lamentable bien connue?

Un remplacement éventuel de Harmel par un PSB (Radoux ?), apporterait dans les circonstances actuelles (c.à.d. sans une pression de la gauche donnant des résultats dans et sur le PSB) peu ou pas de modifications à l'essence de la politique étrangère belge. L'éventuel ministre socialiste des Affaires

.../..

Etrangères ne serait pas confronté - pas plus que son prédécesseur - avec un contrôle critique de la part du PSB, qui manifestement n'a pas - ni au sein de son Conseil général, ni au sein de son bureau, une vision internationale propre et cohérente.

A ce sujet : une série de constatations :

Concernant le DESARMEMENT, la résolution du 12 juin/juillet se tient à des généralités, où le néocapitalisme, les agissements arbitraires du Pentagone, le communisme dénommé tour à tour "dogmatique" et "autoritaire", et les "grandes puissances d'Est et d'Ouest (le PSB fait sienne la théorie des "puissances supra" sont mis sur le même pied. Sans doute la résolution cite une série de chiffres impressionnants sur la charge d'armement planétaire, mais ne consacre pas le moindre examen politico-idéologique à l'origine du danger de guerre et de la course aux armements. En passant, une polémique stupide est menée avec Lénine concernant"l'inévitabilité de la guerre impérialiste".

Le 20e Congrès du P.C.U.S., la coexistence pacifique en les appels de Bucarest (1966) et de Budapest (1969) ont de toute évidence échappé à l'attention du PSB.

La conférence SALT (en opposition à la résolution de l'Internationale Socialiste à Helsinki) est cependant appréciée d'une façon pessimiste.

En ce qui concerne l'OTAN, la résolution du PSB réclame une contribution belge au renforcement (!) des liens entre les partenaires de l'OTAN. Est-ce de l'utopisme, l'indiscernement en ce qui concerne les voies et la logique d'une alliance militaire, ou simplement de la mauvaise foi, qui incite le PSB à insister pour que l'OTAN reste "réservée" aux "pays avec des structures politiques démocratiques", c.à.d. à l'expulsion de la Grèce et du Partugal de l'OTAN, et contre l'admission de l'Espagne?

En ce qui concerne le TIERS MONDE, le PSB se tient aux conceptions néocapitalistes, pseudo démocratiques de Jan Tinbergen, "idéologue" social-démocrate du capitalisme monopoliste d'état hollandais.

En ce qui concerne la CHINE et le MOYEN ORIENT, la résolution du PSB ne s'écarte pas de ce que préconise le département d'état américain : admission de la République Populaire de Chine à l'ONU mais avec maintien de Taiwan, requête à Israël pour respecter la résolution du Conseil de Sécurité, mais sans aucune critique à l'égard du gouvernement de Golda Meir.

...../..

Seulement en ce qui concerne le VIETNAM, la PALESTINE et le CHILI, on trouve des traces positives d'influence de gauche et de pression de la base - (Jeunes socialistes et autres); l'intervention militaire américaine dans le Sud-Est Aziatique est condamnée, le retrait des troupes USA, et l'établissement de relations diplomatiques avec Hanoï sont réclamés; pour les Arabes Palestiniens, il est demandé (en termes équivoques) un soutien pour leurs aspirations sociales, culturelles et communautaires, et la solidarité avec le gouvernement Allende est assurée.
Tout cela actuellement plutôt inoffensif, et propre à servir d'alibi à l'égard de sa propre base et adeptes.

En ce qui concerne les RELATIONS EST-OUEST, l'ALLEMAGNE et la SECURITE EUROPEENNE, la résultion du PSB est cependant très équivoque et elle risque d'introduire dans la gauche belge des éléments pouvant semer la confusion.

Quant au reproche que l'URSS et la R.D.A. ne désirent pas faciliter un règlement de Berlin, on peut le négliger en souriant après l'accord des ambassadeurs de fin août. A ce propos, il y a lieu de remarquer qu'en ce qui concerne la reconnaissance de la R.D.A., le PSB s'incline devant le veto de Willy Brandt.

Concernant les relations Est-Ouest, la résolution du 12 juin reprend les théories de la convergence typiquement social-démocrates : "la démocratisation des régimes communistes s'impose, afin de donner aux travailleurs une plus large participation dans toutes les structures sociales. Dans le monde capitaliste, une démocratie plus intense doit être réalisée à tous les niveaux."
"La recherche systématique d'un rapprochement des structures économiques, etc." A la lumière de telles conceptions, une signification particulière doit être évidemment donnée à une phrase telle que : "Les socialiste n'accepteront jamais que l'Europe soit définitivement coupée en deux parties par des lignes d'occupation militaire et les différences de régime.

Comme sont également imprégnées de la téorie de la convergence, les conceptions exprimées dans la résolution du PSB concernant la création d'une "Union des démocraties pour la sécurité et la coopération"(Ouest-européenne).

.../..

Pour le PSB il n'y a donc pas une différence réelle entre le socialisme et le capitalisme, ni entre la lutte pour la démocratie dans les deux systèmes sociaux. Le PSB veut d'ailleurs étendre l' "Union des démocraties européennes " (Ouest européenne) à l'Europe orientale et y voit le but final réel de l'aspiration à une Sécurité Européenne : "L'Union des démocraties européennes pour la sécurité et la coopération" peut (en cas de réussite des pourparlers sur Berlin) prendre forme et comprendre un organisme permanent pour la sécurité collective et l'intervention arbitrale lors de différends, en englobant sur un pied d'égalité tous les pays d'une Europe indépendante et pacifique."

Cela démontre une tendance vers un "décollage" et un antisovietisme !

Une telle proposition témoigne sans plus d'un manque de conscience de responsabilité politique :

- celle-ci est idéologiquement inacceptable;
- politiquement elle est stupide et inopportune, étant donné que même ceux qui y croient et en font dépendre le règlement final de la Sécurité européenne, ne compteront pas sur sa réalisation dans un avenir rapproché. C'est pourquoi elle rend service, en fait, à ceux qui ne sont pas partisans d'une Sécurité européenne.
- elle constitue un élément de polémique et de confusion dans la gauche belge et internationale et dans le mouvement ouvrier, à un moment où ceux-ci ont besoin d'une position propre en faveur de la détente européenne et pour exercer une pression sur les gouvernements belge et ouest-européens.

Il est à remarquer ici que dans la résolution de l'Internationale Socialiste à Helsinki un langage très réaliste à ce sujet a été employé, mais qui cependant n'a pas pénétré jusqu'au Conseil Général du PSB, et qui d'ailleurs n'a pas été repris par les représentants du PSB à Helsinki lors de la réunion du 12 juin.

A la lumière de ce qui précède, il n'y a donc rien d'étonnant que, dans la résolution du 12 juin/juillet, il n'est nullement fait mention de la collaboration internationale entre COMMUNISTES ET SOCIALISTES.

C'est pourquoi notre ATTITUDE POLITIQUE vis-à-vis du PSB sur les problèmes internationaux et la politique étrangère belge, doit être une attitude de critique :

.../..

- Polémique avec les théories de la convergence, et cela pour les raisons citées plus haut.
- Etant donné qu'en tout cas le PSB accepte le principe de la Sécurité européenne et d'une conférence pan-européenne, il doit prouver la véracité de ses paroles et réclamer leur réalisation au gouvernement, parlement et presse.
- Entamer le débat avec les gauches du PSB, FGTB, Jeunes socialistes et autres. Thème : ce qu'ils désirent est inconséquent, si en même temps ils acceptent la ligne générale de la résolution du PSB du 12 juin.
- Dans la FGTB, il faut obtenir des prises de position, qui posent d'une façon conséquente le problème de la Securité et de la Coopération européennes : non au nom de l'une ou l'autre variante d'anticommunisme ou ou d'une "équidistance" équivoque entre capitalisme et socialisme, mais bien dans l'intérêt de la population belge , en ce qui concerne la paix, la démocratie et le niveau de vie.

DE CONINCK

Nota voor het Politiek Bureau van 17/9/71.

De B.S.P.-resolutie van 12 juni (internationale toestand)

In vergelijking met de resolutie der Socialistische Internationale over de internationale toestand (Helsinki 26 mei 1971), en met de B.S.P.-rezolutie van 6 mei 1967 inzake kollektieve veiligheid, is de rezolutie van de algemene raad van de B.S.P. (12 juni 1971, goedgekeurd door het B.S.P.-bureau op 12 juli 1971), die aan hetzelfde probleem gewijd is, duidelijk "en retraite", zeker wat de Europese veiligheid betreft, ~~en ook op de B.S.P.-resolutie van 6 mei 1967 inzake kollektieve veiligheid~~.

De B.S.P. is, wat haar buitenlandse politiek (beter gezegd de afwezigheid van een eigen socialistisch/ internationaal koncept) betreft, blijkbaar nog steeds niet aan de Spaak-periode ontgroeid. Zowel uit het geringe aantal tussenkomsten op de Algemene Raad als uit hun op enkele uitzonderingen na lage niveau, kan men niet anders dan besluiten dat a) de internationale belangstelling van de B.S.P.-kaders gering is, en b) deze hoofdzakelijk steunt op antikommunistische clichees, NATO-sympatie, en utopisme.

De Algemene Raad betreurde op 12 juni dat de buitenlandse politiek van België buiten socialistische kontrole valt, en uitsluitend door Harmel wordt gevoerd.

Hier kan men enkele vragen stellen :
- Waarom gaat deze vaststelling niet gepaard met een kritische analyse van Harmels politiek ? Noch uit de diskussie, noch uit de rezolutie blijkt immers dat de B.S.P. afstand neemt of een alternatief bezit ten aanzien van wat Harmel doet.
- Wat doen de socialistische ministers in de regering ? Henri Fayat beheert Buitenlandse Handel, een departement dat hem op een observatiepost plaatst...
- Is het feit dat Harmel in zijn departement geen socialisten opneemt, een geldig exkuus voor de socialistische parlementsfrakties om hun huidige parlementaire kontrole op de gekende lamentable wijze door te voeren ?

Een eventuele vervanging van Harmel door een B.S.P.-er (Radoux ?), zou in de huidige omstandigheden (d.w.z. zonder een resultaat afwerpende ~~bredere~~ linkse druk in en op de B.S.P.) weinig of geen wijzigingen brengen aan de essentie des Belgische buitenlandse politiek. De gebeurlijke socialistische minister van buitenlandse zaken zou trouwens evenmin als zijn voorganger af te rekenen hebben met een kritische kontrole vanwege de B.S.P., die klaarblijkelijk noch in de schoot van haar Algemene Raad, noch in de schoot van haar bureau een <u>eigen, samenhangende</u> internationale visie heeft.

<u>Op dat gebied een reeks vaststellingen :</u>

Inzake ONTWAPENING houdt de rezolutie van 12 juni/juli zich bij algemeenheden, waarbij neokapitalisme, het eigengereide optreden var het Pentagoon, het om beurten "dogmatisch" en "autoritair" genoemde kommunisme, en de "grootmachten van Oost en West" (de B.S.P. maakt zich de teorie der "supermachten" eigen...) over één kam geschoren worden. De rezolutie citeert weliswaar een reeks indrukwekkende cijfers over de planetaire bewapeningslast, maar wijdt niet het minste politiek-ideologische onderzoek aan de oorsprong van oorlogsgevaar en bewapeningswedloop. Wél wordt terloops een dwaze polemiek gevoerd met Lenin, inzake de "onvermijdelijkheid van de imperialistische oorlog".

Het 20e Kongres der KPSU, de vreedzame koëxistentie en de oproepen van Boekarest (1966) en Budapest(1969) zijn blijkbaar aan de B.S.P.-aandacht ontsnapt.

Wel wordt de SALT-konferentie (in tegenstelling tot de rezolutie der Socialistische Internationale te Helsinki) pessimistisch beoordeeld.

Inzake NATO dringt de B.S.P.-rezolutie aan op een Belgische bijdrage tot de versterking (!) van de banden tussen de NATO-partners. Is het utopisme, gebrek aan inzicht in wezen en logika van een <u>militair</u> bondgenootschap, of gewoon kwade trouw, die de B.S.P. er doet op aandringen dat de NATO zou "voorbehouden" blijven aan "landen met democratische politieke strukturen", d.w.z. op het verwijderen van Griekenland en Portugal uit de NATO, en tegen de opname van Spanje.

Inzake DERDE WERELD houdt de B.S.P. het bij de neokolonialistische, pseudo-demokratische inzichten van Jan Tinbergen, sociaaldemokratische"ideoloog" van het Nederlands staatsmonopolistisch kapitalisme.

Inzake CHINA en het MIDDEN-OOSTEN wijkt de B.S.P.-resolutie niet af van wat het Amerikaanse staatsdepartement voorhoudt : opname van Volkschina in de UNO maar met behoud van Taiwan, verzoek aan Israel om de rezolutie van de Veiligheidsraad te respekteren, maar zonder kritiek aan de regering van Golda Meir.

Slechts inzake VIETNAM, PALESTINA en CHILI vindt men sporen van linkse inslag en basisdruk (Jongsocialisten e.d.); de Amerikaanse militaire interventie in Zuidoost-Azië wordt veroordeeld, en er wordt aangedrongen op de terugtrekking der US-troepen, en op het aanknopen van diplomatieke betrekkingen met Hanoï; voor de Palestijnse Arabieren wordt (in dubbelzinnige termen) steun voor hun sociale, kulturele en kommunautaire aspiraties verlangd, en er wordt solidariteit aan de regering Allende verzekerd. Alles vandaag eerder ongevaarlijk, en geschikt als alibi tegenover de eigen basis en aanhang.

Wat de OOST-WEST BETREKKINGEN, DUITSLAND en de EUROPESE VEILIGHEID betreft, is de B.S.P.-rezolutie evenwel zeer dubbelzinnig en dreigt ze in de Belgische linkerzijde verwarring zaaiende elementen binnen te brengen.

Aan het verwijt dat U.S.S.R. en D.D.R. een regeling inzake Berlijn niet wensen te vergemakkelijken, kan men na het ambassadeursakkoord van einde augustus glimlachend voorbijgaan. Waarbij op te merken valt dat de B.S.P. op stuk van erkenning der D.D.R. zich neerlegt bij het veto van Willy Brandt.

Aangaande de Oost-Westbetrekkingen neemt de rezolutie van 12 juni de typische sociaal-demokratische konvergentietheorieën over :"de demokratizering der kommunistische regimes dringt zich op, ten einde aan de werkers een grotere participatie in alle sociale strukturen te bezorgen. In de kapitalistische wereld moet op alle niveau's een intensere demokratie worden verwezenlijkt".

"Het stelselmatige zoeken naar een toenadering der ekonomisch-sociale strukturen,enz." In het licht van dergelijke opvattingen moet natuurlijk een aparte betekenis worden toegekend aan een zin als : "De socialisten zullen er zich nooit bij neerleggen dat Europa definitief door de militaire bezettingslijnen en de verschillen in regime in twee stukken wordt gesneden".

Zoals ook de opvattingen in de B.S.P.-rezolutie verwoord, inzake de oprichting van een (Westeuropese) "Unie der demokratieën voor de veiligheid en de samenwerking" door de konvergentietheorie gekleurd worden. Voor de B.S.P. bestaat er dus geen wezenlijk verschil tussen het socialisme en het kapitalisme, noch tussen de strijd voor de demokratie in beide sociale stelsels. De B.S.P. wil de (Westeuropese) "Unie der Europese demokratieën" trouwens tot Oosteuropa uitstrekken, en ziet daarin het feitelijke einddoel van het streven naar Europese Veiligheid : "De Unie der Europese demokratieën voor de veiligheid en de samenwerking kan (in geval van het welslagen der Berlijnse besprekingen) vorm krijgen en een bestendig organisme omvatten voor kollektieve veiligheid en scheidsrechterlijk optreden bij geschilpunten, door op voet van gelijkheid alle landen van een onafhankelijk en vredestichtend Europa te omvatten".

Dit smaakt aangebrand naar "losweking" en antisovjetisme !

Dergelijk voorstel geeft derhalve zonder meer blijk van gebrek aan politiek verantwoordelijkheidsbesef :
- ideologisch is het onaanvaardbaar;
- politiek is het dwaas en inopportuun, gezien zelfs zij die er in geloven en er de uiteindelijke regeling der Europese Veiligheid van afhankelijk maken, niet op zijn verwezenlijking binnen afzienbare tijd zullen rekenen. In feite bewijst het daarom een dienst aan degenen die de Europese Veiligheid ongenegen zijn.
- het brengt een element van polemiek en verwarring in de Belgische en internationale linkerzijde en de arbeidersbeweging, op een ogenblik dat deze behoefte hebben aan een eigen houding ten voordele der Europese ontspanning en om drukking uit te oefenen op de Belgische en Westeuropese regeringen.

Men merke hier op dat in de rezolutie der Socialistische Internationale te Helsinki terzake heel wat realistische taal gesproken werd, die evenwel niet tot in de Algemene Raad van de B.S.P. doorgedrongen is, en door de B.S.P.-vertegenwoordigers te Helsinki op de vergadering van 12 juni trouwens niet overgenomen werd.

Dat de internationale samenwerking tussen KOMMUNISTEN EN SOCIALISTEN in de rezolutie van 12 juni/juli niet eens genoemd werd, hoeft mimk in het licht van bovenstaande geen verwondering te baren.

Onze POLITIEKE GEDRAGSLIJN tegenover de B.S.P. inzake internationale problemen en de Belgische buitenlandse politiek moet er daarom een zijn van kritiek :

- Polemiek met de konvergentietheorieën, om hierboven aangehaalde redenen.
- Gezien de B.S.P. in alle geval het principe van de Europese Veiligheid en een pan-europese konferentie aanvaardt, moet zij haar woorden waarmaken en op hun verwezenlijking aandringen in regering, parlement en pers.
- Met de linksen in B.S.P., A.B.V.V., Jongsocialisten e.d. het debat aangaan. Tema : wat zij wensen is inkonsekwent, zo zij daarbij de algemene lijn der B.S.P.-rezolutie van 12 juni aanvaarden.
- In het A.B.V.V. moeten stellingnamen worden verkregen, die het probleem van Europese Veiligheid en Samenwerking op konsekwent-linkse wijze stellen : niet in naam van een of andere variante van antikommunisme of van dubbelzinnige "equidistance" tussen kapitalisme en socialisme, maar wel in het belang der Belgische bevolking, inzake vrede, demokratie en levenspeil.

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Projet de résolution

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique, réuni le 17 septembre, a procédé à un échange de vues sur les problèmes qui inquiètent le pays à la reprise des activités politiques.

Les premiers effets de la crise du dollar et des mesures protectionnistes de Nixon se font déjà sentir. On observe une extension du chômage dans une série de secteurs économiques importants. Or il est clair que les réactions monétaires du monde, du gouvernement belge et des gouvernements occidentaux amis des U.S.A. ne suffiront pas à faire rapporter ces mesures.

Plus que jamais, les travailleurs sont exposés à être les principales victimes de la crise du dollar et des désordres monétaires qu'elle aggrave. Ce danger apparaît bien dans les pressions que la F.I.B. exerce actuellement sur le gouvernement pour que les budgets de 1972 compriment le plus possible les dépenses sociales de l'Etat.

Tout indique que le gouvernement est prêt à céder à ces pressions. En témoignent notamment les projets du ministre Major qui visent à restreindre le volume des interventions de l'assurance-chômage - au moment même où le chômage progresse - et aussi la résistance du gouvernement aux agents des Services publics qui réclament une revalorisation sérieuse de leur fonction.

En outre, il faut prévoir que la préparation des budgets de 1972 donnera lieu à de nouvelles tentatives d'accroissement des charges fiscales au préjudice des travailleurs. L'insuffisance du rendement de la T.V.A., déplorée par le gouvernement, servira de prétexte à cette politique qui, au surplus, rendra encore plus hypothétique l'indexation des barèmes fiscaux. Or, comme l'a maintes fois souligné le Parti communiste, le rendement de la T.V.A. devait être nécessairement limité par l'ampleur des avantages fiscaux accordés aux trusts.

Il est maintenant indéniable que les mesures de contrôle des prix, tant vantées par le ministre Cools, n'empêchent pas l'élévation constante du coût de la vie. De même, en matière d'emploi, aucune amélioration véritable ne résulte des lois économiques adoptées.

Les travailleurs organisés sont ainsi amenés par la force des choses à devoir défendre eux-mêmes leur pouvoir d'achat et leur emploi. Cela implique de leur part une action plus indépendante pour les revendica-

.../..

tions immédiates, la pratique concrète du contrôle ouvrier, des réformes vraiment progressistes dans le domaine de l'économie régionale.

Le succès et la possibilité même de cette action dépendent pour beaucoup de l'esprit critique dont les travailleurs feront preuve face aux diversions et aux manoeuvres de toutes sortes qui vont se multiplier à l'approche des élections législatives. Faire preuve d'esprit critique, c'est comprendre que la réforme nécessaire de l'index des prix de détail n'exclut pas, mais suppose au contraire une action générale pour l'augmentation des salaires et des traitements; c'est comprendre que la défense de l'emploi doit commencer par des ripostes organisées dans toutes les entreprises où l'emploi est menacé; c'est comprendre que l'octroi de pouvoirs réels aux régions est un objectif qui sera atteint grâce aux luttes populaires et non par d'obscures marchandages parlementaires entre les partis gouvernementaux et le P.L.P.

Les alliances politiques que les travailleurs souhaitent, notamment sur le plan électoral, seront solides et authentiquement progressistes dans la mesure où elles grouperont, sans exclusive, des forces capables de faire preuve d'indépendance, d'esprit critique et d'initiative dans le développement de l'action de masse.

Le Bureau politique du P.C.B.

Bruxelles, le 17 septembre 1971.

RESOLUTION

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique, réuni le 17 septembre, a procédé à un échange de vues sur les problèmes qui inquiètent le pays à la reprise des activités politiques.

Les premiers effets des mesures protectionnistes de Nixon se font déjà sentir. On observe une extension du chômage dans une série de secteurs économiques importants. Or il est clair que les réactions du gouvernement belge et autres gouvernements occidentaux amis des U.S.A. ne suffiront pas à écarter ces dangers, parce qu'elles ne remettent pas en cause la politique de l'O.T.A.N.

Plus que jamais, les travailleurs sont exposés à être les principales victimes de la crise du dollar et des désordres monétaires qu'elle aggrave. Ce danger apparaît bien dans les pressions que la F.I.B. exerce actuellement sur le gouvernement pour que les budgets de 1972 compriment le plus possible les dépenses sociales de l'Etat.

Tout indique que le gouvernement est prêt à céder à ces pressions. En témoignent notamment les projets du ministre Major qui visent à restreindre le volume des interventions de l'assurance-chômage - au moment même où le chômage progresse - et aussi la résistance du gouvernement aux agents des Services publics qui réclament une revalorisation sérieuse de leur fonction.

En outre, il faut prévoir que la préparation des budgets de 1972 donnera lieu à de nouvelles tentatives d'accroissement des charges fiscales au préjudice des travailleurs. L'insuffisance du rendement de la T.V.A., déplorée par le gouvernement, servira de prétexte à cette politique qui, au surplus, rendra encore plus hypothétique l'indexation des barèmes fiscaux. Or, comme l'a maintes fois souligné le Parti communiste, le rendement de la T.V.A. devait être nécessairement limité en raison de l'ampleur des avantages fiscaux accordés aux trusts.

Il est maintenant indéniable que les mesures de contrôle des prix, tant vantées par le ministre Cools, n'empêchent pas l'élévation constante du coût de la vie. De même, en matière d'emploi, aucune amélioration véritable ne résulte des lois économiques élaborées par Leburton.

Les travailleurs organisés sont ainsi amenés par la force des choses à devoir défendre eux-mêmes leur pouvoir d'achat et leur emploi. Cela implique de leur part une action plus indépendante pour les revendications immédiates, la pratique concrète du contrôle ouvrier, des réformes vraiment progressistes dans le domaine de l'économie régionale - réformes postulant des investisse-

.../..

ments impératifs ou publics.

Le succès et la possibilité même de cette action dépendent pour beaucoup de l'esprit critique dont les travailleurs feront preuve face aux diversions, aux manoeuvres, aux dérobades de toutes sortes qui vont se multiplier à l'approche des élections législatives. Faire preuve d'esprit critique, c'est comprendre que la réforme nécessaire de l'index des prix de détail n'exclut pas, mais suppose au contraire une action générale pour l'augmentation des salaires, des traitement et allocations sociales; c'est comprendre que la défense de l'emploi doit commencer par des ripostes organisées dans toutes les entreprises où l'emploi est menacé; c'est comprendre que l'octroi de pouvoirs réels aux régions est un objectif qui sera atteint grâce aux luttes populaires et non par d'obscures marchandages parlementaires entre les partis gouvernementaux et le P.L.P.

Les alliances politiques que les travailleurs souhaitent, notamment sur le plan électoral, seront solides et authentiquement progressistes dans la mesure où elles grouperont, sans exclusive, des forces capables de faire preuve d'indépendance, d'esprit critique et d'initiative dans le développement de l'opposition des masses à la politique du gouvernement actuel.

En résumé, que faut-il faire tout de suite ?

- Défendre le pouvoir d'achat en luttant pour l'augmentation des rémunérations et allocations sociales;
- Défendre l'emploi en luttant pour des conventions qui en garantissent la stabilité;
- Refuser tout alourdissement de la fiscalité aux dépens des travailleurs; exiger l'indexation réelle des barèmes fiscaux.

Les communistes sont d'avis que les travailleurs ont intérêt à agir vite de manière à obtenir le maximum avant les élections législatives.

Le Bureau politique du
Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 17 septembre 1971.

REZOLUTIE

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België, bijeengekomen op 17 september, heeft een gedachtenwisseling gehouden over de problemen die, bij het hernemen van de politieke aktiviteiten, grote onrust verwekken in ons land.

De eerste gevolgen van de protectionnistische maatregelen van Nixon laten zich reeds gevoelen. Een uitbreiding van de werkloosheid is waar te nemen in een reeks belangrijke ekonomische sektoren. Het is echter duidelijk dat de reakties van de Belgische en andere westerse regeringen, vrienden van de U.S.A., niet zullen volstaan om dit gevaar uit de weg te ruimen omdat zij de politiek van de N.A.T.O. niet in vraag stellen.

Meer dan ooit bestaat het gevaar dat de werkers de voornaamste slachtoffers zouden worden van de dollarkrizis en van de monetaire wanorde die hierdoor nog wordt verergerd. Dit gevaar komt duidelijk tot uiting in de druk, die heden door het V.B.N. op de regering wordt uitgeoefend opdat de begrotingen van 1972 zoveel mogelijk de sociale uitgaven van de Staat zouden beperken.

Alles wijst er op dat de regering bereid is om aan deze druk toe te geven. Een bewijs hiervan zijn o.m. de ontwerpen van Minister Major die tot doel hebben het volume van de tussenkomsten der verzekering tegen werkloosheid te verminderen - op het ogenblik zelf dat de werkloosheid toeneemt - en ook de weerstand die door de regering wordt geboden ten opzichte van de beambten der Openbare Diensten die de herwaardering van hun funktie eisen.

Bovendien valt te verwachten dat de voorbereiding der begrotingen van 1972 aanleiding zal geven tot nieuwe pogingen om de belastinglasten te verhogen ten nadele van de werkers. Het ontoereikende rendement van de B.T.W., dat door de regering betreurd wordt, zal als voorwendsel dienen voor deze politiek die, daarneboven, de indeksatie der belastingsschalen nog onwaarschijnlijker maakt. Nochtans, zoals het herhaalde malen onderlijnd werd door de Kommunistische Partij, was het onvermijdelijk dat het rendement van de B.T.W. zou beperkt worden wegens de omvang der fiskale voordelen verleend aan de trusts.

Het lijdt nu geen twijfel meer dat de maatregelen tot kontrole van de prijzen, die zozeer door Minister Cools werden opgehemeld, de bestendige verhoging van de levensduurte niet beletten. Op het gebied van tewerkstelling, valt er evenmin een werkelijke verbetering te bespeuren als gevolg van de ekonomische wetten, uitgewerkt door Leburton.

.../..

.../..

De georganizeerde werkers worden aldus door de feiten gedwongen om zelf hun koopkracht en hun tewerkstelling te verdedigen. Zulks vereist van hunnentwege een maar onafhankelijke aktie voor hun onmiddellijke eisen, de konkrete toepassing van de arbeiderskontrole, voor werkelijk vooruitstrevende hervormingen inzake gewestelijke politiek - hervormingen die imperatieve of publieke investeringen vereisen.

Het sukses, ja de mogelijkheid van deze aktie hangen in grote mate af van de kritische geest waarvan de werkers blijk zullen geven t.o.v. de verdelings- en afleidingsmaneuvers van allerlei aard die zullen worden ontwikkeld bij het naderen van de aanstaande wetgevende verkiezingen. Van kritische geest getuigen, veronderstelt dat men zou inzien dat de noodzakelijke hervorming van de indeks der kleinhandelsprijzen de algemene aktie voor verhoging der lonen, wedden en sociale vergoedingen niet uitsluit maar integendeel vereist; dat de verdediging van de tewerkstelling moet beginnen door georganizeerde akties in al de bedrijven waar de tewerkstelling bedreigd wordt; dat het toekennen van werkelijke machten aan de gewesten een oogmerk is dat zal bereikt worden dankzij de volksstrijd en niet door onderduimse parlementaire koehandels tussen regeringspartijen en P.V.V.

De politieke bondgenootschappen die de werkers verlangen, onder meer op elektoraal vlak, zullen stevig en werkelijk vooruitstrevend zijn in de mate dat zij alle krachten zonder uitzondering zullen groeperen, welke in staat zijn het bewijs te leveren van hun onafhankelijkheid, van hun kritische geest en van het initiatief bij de ontwikkeling van het massaverzet tegen de huidige regeringspolitiek.

Kortom, wat dient er onmiddellijk gedaan ?

- De koopkracht verdedigen door te strijden voor een verhoging der lonen, wedden en sociale vergoedingen;
- De tewerkstelling verdedigen door te strijden voor konventies die er de stabiliteit van waarborgen;
- Iedere verzwaring afwijzen van de fiskale last der werkers; de werkelijke indeksatie der belastingsschalen eisen.

De kommunisten zijn van mening dat de werkers er belang bij hebben zonder verder uitstel de aktie in te zetten om zoveel mogelijk te verkrijgen vóór de wetgevende verkiezingen.

Het Politiek Bureau van de
Kommunistische Partij van België.

Brussel, 17 september 1971.

VENTE MILITANTE du D.R./R.V.

	moyenne 1er trimestre	moyenne 2ème trimestre	29-30/7/71	5-6/8/71
Antwerpen	1.162	1.153	1.019	1.047
Limburg	22	18	22	10
N. Brabant	134	139	124	124
Mechelen	34	28	26	26
Gent	481	477	452	452
Ronse	84	70	59	59
Brugge	33	33	29	29
Oostende	101	102	94	93
Kortrijk	147	214	157	158
Roeselare	92	85	85	85
Wervik	100	125	98	94
Dender	838	861	790	827
Totalen	3.228	3.305	2.943	3.004
Borinage	765	724	555	645
Charleroi	950	920	737	865
Centre	305	366	242	247
Thudinie	120	115	95	95
Tournai	951	940	936	1.027
Liège	1.320	1.293	852	971
Huy	151	147	150	182
Ourthe-Ambl.	122	114	109	109
Verviers	99	113	59	59
Luxembourg	6	5	14	14
Namur	96	107	116	116
Bruxelles	952	924	784	950
Brabant Wall.	300	271	249	249
Totaux	6.137	6.039	4.898	5.529
Tot.gén.	9.365	9.344	7.841	8.533

12-13/8/71	19-20/8/71	26-27/8/71	2-3/9/71
1.037	1.039	1.042	1.070
10	10	10	10
151	146	166	147
26	26	26	26
454	501	503	510
46	46	46	58
29	29	29	29
91	90	90	89
152	152	152	137
82	82	82	82
94	94	96	96
816	870	867	828
2.996	3.091	3.065	3.082
549	592	652	711
862	879	887	865
294	294	294	325
95	95	95	95
1.047	1.050	1.057	1.047
1.040	981	1.016	1.034
182	182	193	181
109	109	109	111
59	94	94	93
14	14	14	14
116	116	115	117
952	953	948	1.020
254	254	256	242
5.573	5.613	5.730	5.855
8.569	8.704	8.795	8.937

Communiqué

Les fédérations de Hainaut du Parti communiste se sont réunies à Mons le samedi 18 septembre. Après avoir entendu un rapport de Marc DRUMAUX, président du P.C.B., les délégués ont discuté des moyens à mettre en oeuvre pour améliorer la coordination des activités du parti dans la province. Des dispositions pratiques ont été prises en ce sens.

La conférence a confronté les programmes régionaux élaborés par les fédérations et reconnu la nécessité de développer l'action à court terme :

- pour la protection de l'emploi, particulièrement précaire et menacé dans le Hainaut;
- pour l'augmentation des rémunérations du travail et des allocations sociales;
- contre l'alourdissement de la fiscalité aux dépens des travailleurs et pour l'indexation des barèmes fiscaux.

Les communistes de Hainaut expriment leur chaleureuse sympathie au camarade René NOEL qui conduit pour la seconde fois à Mons une liste d'Union Démocratique et progressiste à laquelle ils souhaitent une grande victoire.

Les délégations ont décidé de ne ménager aucun effort pour faciliter dans la province la formation d'alliances progressistes afin que l'opposition des travailleurs à la politique actuelle du gouvernement puisse se manifester avec plus de force.

La conférence a également entendu des rapports de Urbain COUSSEMENT et Noëlla DINANT, conseillers provinciaux, qui ont fait le bilan de la collaboration socialiste-communiste à la direction de la province. L'activité du groupe communiste au Conseil provincial a été discutée et unanimement approuvée.

==========

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE
Avenue de Stalingrad 29
1000 Bruxelles

Bruxelles, le 20 septembre 1971

PLAN DE TRAVAIL jusqu'au 1.1.1972

Vers la fin de la période des vacances s'est produit la "crise du dollar". Le premier ministre, en tant que porte-parole du gouvernement, a fait un effort pour en minimiser les conséquences sur la vie économique de notre pays.

Depuis lors on est déjà devenu plus prudent. Le président de la CSC - Houthuys - a dit récemment que "le danger pour le chômage n'est pas imaginaire".

Si nos exportations vers les Etats-Unis ne connaissent pas les proportions comme celles du Japon, de la R.F.A. et d'autres, le fait existe néanmoins que certaines industries et entreprises subissent directement l'effet des mesures prises par l'administration Nixon. En plus, bien qu'il soit encore trop tôt pour en ressentir les effets, la concurrence sur le marché européen et mondial ira en s'amplifiant ce qui, à son tour, va aiguiser les contradictions capitalistes.

Les fédérations examineront donc sur place quelles sont les entreprises qui sont directement touchées par les mesures du gouvernement américain et y réagir (voir le tract national sur la crise du dollar - voir arguments dans D.R.).

Il est évident que les milieux capitalistes essayeront de profiter de la situation ainsi créée en exigeant par exemple que la taxe à l'exportation soit abolie directement, taxe qui serait supportée par les travailleurs (par l'augmentation des taux de la T.V.A.).

Nous pouvons également nous attendre à ce que les milieux capitalistes tenteront d'exploiter les difficultés créés par la crise monétaire en essayant de contraindre la classe ouvrière à renoncer à ses revendications légitimes.

C'est pourquoi le parti doit livrer un effort continu pour fournir à la classe ouvrière les arguments qui légitiment et appuyent leur lutte (augmentation des prix - DR de propagande). Ce qui nous différencie des syndicats c'est entr'autre qu'à certains moments nous tirons les conclusions politiques des luttes menées, que nous démontrons les limites du système capitaliste et que nous avançons les alternatives politiques nécessaires.

La crise financière du monde capitaliste inaugure d'une façon ouverte la crise du système du capitalisme monopoliste d'Etat, et dans l'étape actuelle la classe ouvrière doit se défendre contre les attaques du grand capital en luttant

a) pour le maintien de l'emploi
b) pour le maintien du pouvoir d'achat (salaires).

Deux aspects d'une même lutte, bien que le problème des salaires peut devenir le "point choc".

On parle dans divers milieux d'un "automne chaud".

Compte tenu de l'approche des élections législatives, on peut s'attendre à ce que les droitiers aussi bien au sein de la FGTB qu'au sein du PSB essayeront de se placer dans le mouvement afin de canaliser celui-ci sur des voies bénéfiques aux objectifs électoraux du PSB.

Les grandes lignes du scenario se présentent de telle façon que l'échec de la politique des prix de Cools sera présenté comme ayant été provoqué par la réaction. Cools victime de la réaction. Ainsi, les travailleurs seront invités à assurer au PSB une majorité confortable aux prochaines élections. Ainsi aussi, tous ce que les travailleurs ont à revendiquer sera reporté "après les élections".

De la part de la direction de la FGTB on peut s'attendre à un langage assez radical mais où tout objectif concret et immédiat sera absent. On peut s'attendre à ce qu'on revienne avec une certaine vigueur sur le "contrôle ouvrier" et qu'on avancera même"l'autogestion". Egalement au sein de la CSC on mettra les revendications salariales à l'arrière-plan tout en revendiquant des "changements sociaux profonds".

Notre parti ne s'oppose certainement pas au "contrôle ouvrier", n'est pas contre "l'autogestion" en tant que principes. Mais nous devons bien souligner que c'est là un rêve dans le cadre d'une politique réformiste telle que le PSB la pratique. Le "contrôle ouvrier" est un objectif qui se place dans un programma des transformations politiques et lié à elles.

La lutte syndicale pure ne peut aboutir à ces transformations politiques qui vont dans le sens du socialisme. La lutte syndicale doit être liée à une politique révolutionnaire qui touche les institutions et les pouvoirs politiques.

C'est pourquoi notre parti doit répondre aux formules abstraites et vagues par des mots d'ordre concrets tels que:

-comment s'opposer à l'hémorragie des emplois ?
-comment mobiliser pour le maintien de l'emploi dans la région ?
-comment défendre le pouvoir d'achat des travailleurs ?

En même temps nous devons oeuvrer à ce que le rassemblement des gauches et des progressistes se fasse sur un programme concret qui ouvre la perspective d'une autre politique. Et c'est justement pour cela que notre parti fera les efforts nécessaires pour qu'aux prochaines élections des listes électorales soient présentées, groupant des personnes qui seront d'accord et prêtes à élaborer une alternative à la politique réformiste actuelle du PSB et à ses alliances douteuses, sans principes, avec la bourgeoisie.

En ce qui concerne "l'autogestion", il ne pourra en être question qu'après la révolution socialiste et la socialisation des moyens de production essentiels.

Les communistes doivent partout où ils en ont l'occasion se distinguer par leurs mots d'ordre et propositions concrets. Ceux-ci ont trait surtout au maintien de l'emploi, du pouvoir d'achat, et aux étapes démocratiques dans la transformation des institutions politiques. Nous continuerons la lutte pour des pouvoirs économiques réels aux régions.

Ainsi apparaît toute l'importance de l'élaboration d'un programme politique régional.

Les fédérations doivent y consacrer beaucoup d'attention, organiser la discussion et assurer une bonne préparation des congrès fédéraux.

SECTEUR DES SERVICES PUBLICS

Dans le secteur des Services publics les premiers contacts avec le gouvernement ont été pris, et le calendrier des négociations ultérieures a été fixé.

A ce sujet, aussitôt que des données plus concrètes nous seront connues, une directive supplémentaire sera envoyée aux fédérations. En tout cas nous attirons votre attention sur la grande importance qu'il y a d'oeuvrer pour la tenue d'assemblées syndicales, afin d'éviter que les négociations se tiennent par dessus la tête des affiliés.

Nous insistons également pour que l'opposition iunanime à la politique des revenus du gouvernement soit maintenue afin que le gouvernement modifie ses dépenses budgetaires (voir le communiqué de presse ci-joint des enseignants communistes).

Par la force des choses les programmes régionaux seront surtout orientés vers la campagne électorale prochaine et les actions politiques y ayant trait. Mais cela ne signifie pas que l'on doit négliger les conflits locaux dans les entreprises.

Il arrive encore assez souvent que des conflits éclatent dans des entreprises, sans que le parti réagisse. Souvent cette lacune est expliquée par le "manque de contacts à l'entreprise". Mais le minimum qui peut être tenté est une prise de position officielle par le secrétariat fédéral, au sujet du conflit en cours.

LA PROPAGANDE

Les fédérations doivent assurer une présence continue et active du parti dans la vie politique et sociale de la région.

Présence dans les luttes revendicatives.
Présence par la propagande.

Un nouveau DR de propagande dont une page sera réservée aux fédérations paraîtra vers la fin novembre (se mettre d'accord avec le camarade Claude Renard).

Afin d'aider nos militants dans les discussions et la propagande, la section nationale de propagande éditera une brochure "Faits et arguments", destinée à tous les militants (cette brochure paraîtra en principe tous les mois).

MEETINGS - CONFERENCES "FACE A L'OPINION"

Il va de soi que dans une campagne électorale la propagande de nos idées et mots d'ordre prend une place particulière.

Il faut reprendre les meetings par auto-radio aux entreprises et quartiers et d'autre part organiser des conférences du type "Face à l'opinion", les orateurs répondant aux questions du public.

RECRUTEMENT

Les fédérations sont priées de préparer très tôt la remise des nouvelles cartes de membres.

Qu'elles n'hésitent pas à organiser de telles réunions déjà vers la deuxième moitié de décembre.

En ce qui concerne le recrutement : l'objectif reste le chiffre de fin d'année 1970. Certaines fédérations ont atteint cet objectif. D'autres sont en retard. Ces dernières feront l'effort nécessaire pour le combler.

Etablir des listes de sympathisants, lecteurs du DR à visiter... Organiser un contrôle de l'exécution des décisions à ce sujet.

CALENDRIER

Septembre

du 15 au 30/9 : conférences fédérales pour l'adoption des programmes régionaux

Octobre

2/3 : Comité Central : les objectifs de la campagne électorale

14 : Réunion des responsables fédéraux de la presse

du 15 au 30/10 : Assemblées de base pour préparer les congrès fédéraux

30/10 : Manifestation anti-OTAN des jeunes à Anvers (la mobilisation ne peut pas se limiter aux jeunes !)

Novembre

6/7 : Vente spéciale de la presse

du 15 au 30/11 : Congrès fédéraux : programmes politiques
listes électorales (candidats)

28/11 : Réunion solennelle à l'occasion du 50ème anniversaire du Parti, à Bruxelles

Décembre

11/12 : Vente spéciale de la presse

du 15 au 31/12 : Remise des nouvelles cartes de membres
Ouverture du nouveau fonds de combat

Janvier 1972

2ème phase de la campagne électorale

Mars 1972

Début de la troisième phase de la campagne électorale

4/5 : Le Comité Central confirme définitivement les listes électorales

Avril 1972

Élections législatives